



Organisation  
internationale  
du Travail



## ► Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2022

Investir dans la transformation  
de l'avenir des jeunes

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

## ► Vue d'ensemble

---

**La crise du COVID-19 a exacerbé les nombreux défis auxquels sont habituellement confrontés les jeunes sur le marché du travail.** Entre 2019 et 2020, les 15-24 ans ont connu un pourcentage de perte d'emploi bien plus élevé que les adultes (entendus comme les personnes de 25 ans et plus). Beaucoup d'entre eux sont alors sortis du marché du travail, ou n'ont tout simplement pas réussi à y entrer, et ce en raison de l'énorme difficulté à chercher et à conserver un emploi alors que des mesures de confinement et de restriction étaient imposées par de nombreux gouvernements et que les employeurs subissaient des pertes massives de revenu en raison des fermetures d'entreprises. Par ailleurs, les fortes baisses du revenu familial et le recours des établissements scolaires à l'enseignement à distance ont rendu beaucoup plus difficile la poursuite des études et de la formation pour nombre de jeunes. Par conséquent, le nombre déjà élevé de jeunes sans emploi et ne suivant ni étude ni formation (NEET) a encore augmenté en 2020.

**La hausse du chômage des jeunes, évaluée à environ 4 millions de jeunes chômeurs supplémentaires en 2020, ne rend pas compte pleinement de l'impact de la crise sur le marché du travail, loin de là.** L'emploi mondial des jeunes a ainsi connu une diminution de 34 millions de postes entre 2019 et 2020. La plupart de ces pertes d'emploi se sont traduites par la sortie du marché du travail en raison des circonstances exceptionnelles de la crise. La population active potentielle, qui comprend des jeunes ne faisant pas officiellement partie de la population active mais qui sont marginalement rattachés au marché du travail<sup>1</sup>, a quant à elle augmenté de 7 millions. Le nombre de personnes se trouvant totalement exclues de cette population active élargie a de son côté crû de 27 millions. Près de la moitié des pertes d'emploi subies par les jeunes en 2020 ont fait augmenter le nombre de jeunes NEET, tandis que l'autre moitié a fait croître le nombre de jeunes en études mais sans emploi. Fait alarmant, le taux mondial de jeunes NEET a augmenté de 1,5 point en 2020 pour atteindre son niveau le plus élevé depuis au moins quinze ans. Les 282 millions de jeunes se trouvant dans cette situation en 2020 ont ainsi manqué un stade crucial de leur développement personnel et risquent de subir à l'avenir de graves désavantages sur le marché du travail.

**Par rapport à 2019, le déficit mondial en matière d'emploi des jeunes s'élevait à 8,2 pour cent en 2020, tandis que le déficit correspondant pour les adultes était inférieur de moins de la moitié.** Les jeunes ont été particulièrement touchés en ce que les entreprises ayant survécu à la crise ont d'abord cherché à retenir les travailleurs en place, tandis que le niveau de recrutement s'effondrait. Les jeunes travailleurs étaient en outre moins à même de disposer de l'ancienneté suffisante ou de types de contrats permettant à leurs employeurs de les maintenir en poste, et donc plus susceptibles de perdre leur emploi. Par ailleurs, les programmes de maintien dans l'emploi financés par les gouvernements, là où ils ont existé, ont montré moins d'efficacité en matière de protection des jeunes travailleurs.

**Moins de la moitié du déficit mondial de 2020 en matière d'emploi des jeunes devrait être comblé d'ici à 2022.** Ce déficit mondial est tombé à 5,9 pour cent en 2021 et devrait encore diminuer pour atteindre 4,5 pour cent en 2022. Cela implique un déficit prévu de 19 millions d'emplois pour les jeunes en 2022. Au niveau mondial, la reprise de l'emploi des jeunes est en retard par rapport à celle des adultes, qui devrait combler d'ici à 2022 plus de la moitié du déficit d'emploi y afférent constaté en 2020. En 2022, le taux d'activité des jeunes devrait augmenter dans le monde entier, mais néanmoins demeurer inférieur de plus de 1 point au taux constaté en 2019. Au niveau mondial, le nombre de jeunes chômeurs devrait tomber à 73 millions en 2022, soit encore 6 millions de plus qu'en 2019.

---

<sup>1</sup> Ces jeunes marginalement rattachés au marché du travail ne sont pas classés comme chômeurs, mais pourraient potentiellement le devenir dans un avenir proche. Cela inclut ceux qui ne cherchent pas d'emploi alors qu'ils sont disponibles pour travailler, et ceux qui sont actuellement indisponibles pour occuper un emploi.

**En matière de taux de chômage des jeunes, les estimations montrent que la reprise devrait avoir des effets bien différents dans les pays à revenu faible et intermédiaire, d'une part, et dans les pays à revenu élevé, de l'autre.** En effet, les pays à revenu élevé sont les seuls qui devraient revenir d'ici à 2022 à des taux de chômage des jeunes proches de ceux de 2019, tandis que dans les pays au revenu inférieur ces taux devraient rester largement plus de 1 point au-dessus du niveau d'avant la crise.

**Les jeunes qui perdent leur emploi ou qui ne parviennent pas à entrer sur le marché du travail sont particulièrement vulnérables à un effet «cicatrice»,** c'est-à-dire qu'ils risquent d'être pénalisés dans leur parcours professionnel ultérieur par rapport à leurs pairs, même lorsque les conditions macroéconomiques s'amélioreront. Ils peuvent ainsi finir par accepter un emploi pour lequel ils sont surqualifiés, ce qui risque de les piéger dans une trajectoire d'emploi marquée par l'informalité et les faibles salaires. Comme on l'a vu lors des crises précédentes, les jeunes des pays à revenu élevé peuvent également être touchés par ce phénomène de cicatrice.

**La crise du COVID-19 a non seulement affecté les perspectives d'emploi des jeunes, mais également perturbé la scolarité et la formation, tant qualitativement que quantitativement.** La fermeture généralisée des écoles a touché plus de 1,6 milliard d'apprenants. Une scolarité perturbée peut être la source d'importantes pertes d'apprentissage et mener à des inégalités aussi bien intergénérationnelles qu'intragénérationnelles. La fermeture des écoles en 2020-21 a eu des effets très différents sur les jeunes, que ce soit entre pays ou à l'intérieur d'un même pays, et ce en fonction de la capacité institutionnelle à organiser efficacement l'enseignement à distance ou encore du statut socio-économique des familles, qui a grandement déterminé dans quelle mesure les élèves ont pu bénéficier de cet enseignement à distance. Les jeunes femmes et les jeunes filles ont souvent été les premières à être exclues de la scolarité, et les dernières à y revenir, ce qui est susceptible d'aggraver les inégalités entre les sexes sur le marché du travail.

**La perte des compétences de base en matière de lecture, d'écriture et de calcul, mais aussi dans d'autres disciplines, a un impact direct sur l'apprentissage futur des élèves, et donc sur leur préparation à la vie et au travail.** Outre les pertes d'apprentissage à même de perturber l'ensemble de la trajectoire scolaire, les fermetures d'écoles qui se sont succédé dans le monde entier en 2020-21 ont provoqué des effets néfastes importants sur la nutrition et la santé. Les baisses du niveau scolaire dans le primaire et le secondaire pourraient compromettre la poursuite future d'études supérieures. On pourrait ainsi dire que la crise du COVID-19 a non seulement fait baisser le niveau scolaire en raison de son impact direct sur les écoles, mais également en termes d'impacts sur l'éducation à venir, en particulier dans les pays les plus pauvres.

**Plus généralement, la crise a rendu encore plus difficile la perspective d'atteindre de nombreuses cibles des objectifs de développement durable (ODD).** Les inégalités, qu'elles soient nationales ou transnationales, peuvent augmenter en raison des effets hétérogènes directs et à long terme de la crise sur les jeunes de divers pays et de différents milieux socio-économiques. Des mesures politiques énergiques s'avèrent nécessaires pour s'attaquer à ces impacts négatifs, permettre aux jeunes d'obtenir l'éducation dont ils ont besoin, et faciliter leur entrée sur le marché du travail dans ce contexte difficile. Ce sont en particulier les secteurs économiques «verts», «bleus», du numérique, de la création et des soins et services aux personnes qui offrent aux jeunes le meilleur potentiel d'emplois décents tout en contribuant à des ODD essentiels, tels que les objectifs n° 5 («Égalité entre les sexes»), n° 8 («Travail décent et croissance économique»), n° 9 («Industrie, innovation et infrastructure»), n° 13 («Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques») et n° 14 («Vie aquatique»).

**Les différents pays doivent profiter de la réévaluation de leur stratégie politique dans cette phase de reprise pour investir dans des approches transformatrices à plus long terme et restructurer leur système économique pour le rendre plus inclusif, durable et résilient.** Le présent rapport se fonde par conséquent sur un modèle macroéconométrique mondial pour quantifier les impacts sur l'économie et sur l'emploi des mesures politiques visant à faciliter de telles transitions. Conçu pour offrir un traitement intégré des systèmes économiques, énergétiques et environnementaux au niveau mondial, ce modèle a été utilisé pour simuler quatre scénarios en fonction des politiques adoptées:

un «scénario vert», un «scénario numérique», un «scénario du soin aux personnes» et un «scénario mixte», qui combine les trois premiers. Ces scénarios ont été comparés à un scénario de référence, dit du «statu quo».

**Les résultats de la modélisation suggèrent que, si le scénario mixte devait être mis en pratique dans le cadre d'une forte poussée des investissements menés par les pays, le produit intérieur brut mondial serait d'ici à 2030 supérieur de 4,2 pour cent à celui du scénario de référence, avec 139 millions d'emplois supplémentaires à travers le monde pour des travailleurs de tous âges.** L'emploi mondial des jeunes – ici défini comme impliquant les jeunes âgés de 15 à 29 ans – passerait de 697 millions en 2022 à 751 millions en 2030 dans le scénario de référence, tandis que le scénario mixte en créerait encore 32 millions de plus dans la même période. Ces emplois supplémentaires pour les jeunes aideraient à compenser les pertes d'emploi causées par la crise du COVID-19 tout en orientant efficacement les marchés du travail vers plus de durabilité, d'inclusion et de résilience. Il convient de souligner que les projections obtenues à partir du modèle constituent des estimations prudentes de la création directe d'emplois. Le modèle ne rend en effet pas compte des avantages indirects en matière de sécurité environnementale et d'augmentation de la productivité procédant des investissements dans l'éducation, la santé et la digitalisation.

**Un nombre croissant de pays développés et de pays en développement revoient leurs modèles de croissance précédents pour se tourner vers des modèles économiques «verts» et «bleus» à même de favoriser le développement durable, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté.** Les jeunes femmes et les jeunes hommes, dont l'éducation et la formation sont plus modernes, sont, de par leur créativité et leur ingéniosité, les mieux placés pour bénéficier de l'expansion de ces économies vertes et bleues. De nouvelles opportunités d'emploi devraient se faire jour, en particulier grâce aux investissements visant à abolir les émissions nettes de carbone d'ici à 2050 et donc à limiter le réchauffement à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels (comme le préconise le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), et notamment grâce aux investissements dans les énergies propres et renouvelables, la construction civile, l'agriculture durable, le recyclage et la gestion des déchets. La modélisation indique en effet que 8,4 millions d'emplois supplémentaires pourraient être créés pour les jeunes d'ici à 2030 grâce à la mise en œuvre de mesures politiques vertes et bleues.

**Ce gain global prévu en matière d'emploi masque toutefois les pertes d'emploi dont devraient souffrir certains pays, secteurs et groupes de travailleurs, ce qui nous rappelle l'importance d'adopter des politiques visant à assurer une transition juste pour tout le monde.** Il convient en particulier de souligner que les investissements dans les infrastructures d'énergie renouvelable et dans la modernisation des bâtiments ont tendance à bénéficier à des secteurs traditionnellement dominés par les hommes. Les décideurs chargés de l'élaboration des politiques devraient donc continuer à s'attaquer aux obstacles auxquels sont confrontées les jeunes femmes sur le marché du travail. Dans ce contexte, lors de la conception de politiques en faveur de l'emploi des jeunes, il s'avère tout aussi important de tenir compte des technologies décarbonées et résilientes disponibles, et de déployer les technologies les plus adaptées aux circonstances spécifiques de chaque pays. Des mécanismes novateurs d'anticipation des compétences sont en outre nécessaires pour permettre aux jeunes d'acquérir, par le biais de l'enseignement et de la formation techniques et professionnelles, les compétences dont ils auront besoin dans les professions émergentes. Dans l'ensemble, la transition vers des économies vertes et bleues ouvre de nombreuses opportunités en matière d'embauche des jeunes, dont le dynamisme et l'esprit novateur peuvent contribuer à façonner un meilleur avenir du travail et à promouvoir l'utilisation durable des écosystèmes terrestres, côtiers et marins, tout en tenant compte des spécificités des contextes nationaux et locaux.

**À l'instar des économies vertes et bleues, l'économie numérique dispose d'un potentiel considérable de création d'emplois pour les jeunes.** L'essor de la digitalisation de l'économie et de la société affecte profondément le monde du travail, et la tendance devrait se poursuivre, voire s'accélérer, dans les années à venir. Des politiques appropriées sont nécessaires pour relever les défis existants tout en transformant les potentialités en opportunités réelles de travail décent. Dans ce rapport, l'économie numérique est

conjointement prise en compte avec l'économie créative, dite «orange», dont de nombreux secteurs dépendent toujours plus des nouvelles technologies pour la production et la diffusion de leurs contenus créatifs. Un ensemble de données unique, la microbase de données Digital and Creative, a été élaboré à partir d'enquêtes sur la population active menées sur trois ans (2013, 2018 et 2020) dans 28 pays à différents stades de développement économique pour étudier les caractéristiques de l'emploi dans ces deux économies. Plutôt que de limiter les emplois numériques à ceux qui utilisent déjà des plateformes ou qui participent à la production et à la distribution de produits liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC), c'est l'ensemble des activités professionnelles faisant appel aux TIC qui a été pris en compte comme faisant partie d'un continuum de l'emploi numérique. Les secteurs ont été classés en fonction de l'intensité de leur recours à l'emploi numérique.

**L'emploi des jeunes dans l'économie numérique est caractérisé par une proportion relativement importante de travailleurs qualifiés jouissant de niveaux d'éducation élevés.** La crise du COVID-19 n'a fait que renforcer cette tendance, probablement parce que les (jeunes) travailleurs les moins qualifiés étaient également les plus susceptibles de perdre leur emploi. Au niveau macro, l'économie numérique offre un bon retour sur investissement, et la qualité des emplois y est relativement élevée. Dans le même temps, d'importants défis demeurent, notamment lorsqu'il s'agit de s'assurer que tous les jeunes disposent de chances égales d'accéder à l'emploi numérique. Dans nombre de pays à revenu faible et intermédiaire, la connexion au réseau Internet peut s'avérer problématique, en particulier dans les zones rurales. L'extension aux zones rurales de l'accès à Internet à haut débit nécessite du temps et des investissements substantiels. Néanmoins, là où de tels efforts ont été déployés, ils se sont révélés fructueux. La modélisation suggère qu'atteindre une couverture universelle d'Internet à haut débit d'ici à 2030 pourrait conduire à une augmentation nette de 24 millions de nouveaux emplois au niveau mondial, dont 6,4 millions occupés par des jeunes. Cet essor de l'emploi des jeunes se concentrerait d'abord dans la construction civile et le secteur des TIC mais, à mesure que les effets sur la consommation se propageront, les impacts les plus importants sur l'emploi d'ici à 2030 devraient avoir lieu dans les secteurs de la distribution et de la vente au détail.

**D'un autre côté, de nombreux emplois de l'économie numérique, tels que le travail basé sur les plateformes, impliquent un degré élevé de précarité et d'incertitude quant aux revenus futurs.** Les emplois proposés par les plateformes numériques peuvent s'avérer particulièrement intéressants pour les jeunes des pays à revenu faible et intermédiaire: ils sont relativement bien payés et, au vu du manque d'alternatives, la précarité y afférente n'est pas perçue comme particulièrement problématique par ces jeunes. Cette précarité et l'absence de protection sociale des jeunes travailleurs des plateformes numériques constituent toutefois des questions devant être abordées par les décideurs. Le fait que l'accès à ces emplois numériques nécessite une formation et des compétences spécifiques demeure un obstacle important dans les pays à revenu faible et intermédiaire, de nombreux jeunes se trouvant ainsi empêchés de saisir ces opportunités d'occuper des emplois de meilleure qualité au sein de l'économie numérique. Les stratégies visant à soutenir le développement de l'emploi numérique chez les jeunes devraient donc être fondées sur une approche globale et à long terme. Il s'avère en particulier essentiel d'équilibrer la part de marché croissante occupée par ces plateformes numériques et le côté extrêmement compétitif des emplois y afférents.

**L'économie orange est l'un des secteurs dont la croissance est la plus rapide au niveau mondial, générant ainsi des opportunités d'emploi pour les jeunes dans des domaines aussi variés que l'architecture, les arts visuels et les arts du spectacle, l'artisanat ainsi que les jeux vidéo.** Outre leur contribution à l'emploi, les activités créatives, culturelles et artistiques sont tout aussi indispensables au bien-être et au patrimoine de la population. Même si les confinements et autres restrictions liées au COVID-19 ont eu un impact spectaculaire sur l'emploi dans la plupart des secteurs, ils ont frappé encore plus durement le secteur culturel et créatif, étant donné que nombre des activités en question reposent sur une importante proximité physique. Les travailleurs engagés dans ce type d'activités ont dû faire face à une forte baisse de leurs revenus à la suite de l'annulation des événements et des spectacles, et de la fermeture des musées et des sites patrimoniaux. Les travailleurs du secteur culturel et créatif se sont ainsi retrouvés particulièrement vulnérables, non seulement en raison des restrictions

imposées à leur capacité à travailler, mais également parce qu'une proportion significative d'entre eux ne bénéficie d'aucune protection sociale. Comme dans l'économie numérique, une protection sociale adéquate s'avère essentielle si l'on souhaite garantir un travail décent aux travailleurs de tous âges de l'économie orange.

**Le secteur des soins et services à la personne est un employeur majeur de jeunes travailleurs, et en particulier de jeunes travailleuses, que ce soit dans l'éducation, la santé, le travail social ou l'aide à domicile.** En moyenne, juste avant le début de la pandémie, 10,7 pour cent de l'ensemble des jeunes travailleurs (âgés de 15 à 29 ans), soit 47,8 millions d'individus, étaient employés dans la santé, le travail social, l'éducation ou le travail domestique. Comme le suggèrent les simulations de notre modèle macroéconométrique, les investissements dans les services de santé, les soins de longue durée et l'éducation au titre des ODD n<sup>os</sup> 3, 4, 5 et 8 pourraient permettre, par rapport au niveau de référence, la création de 17,9 millions d'emplois supplémentaires pour les jeunes d'ici à 2030, dont 9,3 millions dans l'éducation, 5,1 millions dans la santé et le travail social et, indirectement, 3,5 millions dans des secteurs non liés aux soins. Les effets positifs de ces investissements sur l'emploi des jeunes seraient concentrés dans les pays à faible revenu (4,2 millions) et plus encore dans les pays à revenu intermédiaire inférieur (9,7 millions).

**Les investissements dans le secteur des soins et services à la personne doivent s'accompagner de la promotion de conditions de travail décentes pour les travailleurs, jeunes ou moins jeunes.** Cela implique de veiller à ce qu'ils jouissent d'une protection sociale adaptée, de garantir la liberté syndicale et le droit à la négociation collective, de promouvoir l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale ainsi que de prévenir et d'éliminer la violence et le harcèlement. Il reste encore beaucoup à faire avant que le travail décent ne devienne une réalité pour l'ensemble des jeunes travailleurs du secteur des soins et services à la personne. Les jeunes travailleurs de l'éducation sont par exemple confrontés à des conditions de travail très inégales en fonction des caractéristiques des différents systèmes éducatifs, ces conditions étant généralement pires dans le secteur privé que dans les établissements publics. En effet, les enseignants des écoles privées des pays à revenu faible et intermédiaire ne bénéficient souvent pas de contrats à durée indéterminée et ont tendance à recevoir des salaires inférieurs à ceux de leurs homologues des écoles publiques. Dans les domaines de la santé et du travail social, les conditions de travail des jeunes travailleurs varient aussi considérablement entre ceux qui ont fait des études universitaires et ceux qui ne disposent pas de telles qualifications, entre les travailleurs du public et ceux du privé, ou encore entre le secteur de la santé et celui de l'assistance sociale. La crise du COVID-19 a mis beaucoup de pression sur les jeunes travailleurs de la santé, comme en témoignent leur charge de travail importante et les niveaux élevés d'épuisement faisant suite à la lutte contre la pandémie. Enfin, les jeunes travailleuses et travailleurs domestiques vivent de leur côté une situation fort semblable dans tous les pays, à savoir celle de pâtir des pires conditions de travail. En effet, l'écrasante majorité d'entre eux sont employés de manière informelle, en l'absence de protection sociale et sans que soient respectés les droits fondamentaux au travail. Pendant la pandémie, beaucoup ont perdu leur emploi et leur revenu, tandis que d'autres se sont retrouvés isolés au sein du ménage de leur employeur.

**La crise a mis en évidence la nécessité d'intégrer durablement les jeunes professionnels au personnel des services de santé publique, et ce afin d'éviter le surmenage des équipes ou d'avoir à dépendre du travail bénévole.** Cela implique des structures de mentorat solides, un recrutement volontariste et un soutien continu des personnels, notamment en matière d'accès à l'éducation et à la formation. Étant donné qu'une proportion importante du personnel des services sociaux approche de la retraite dans de nombreux pays, le recrutement de jeunes travailleurs est ici particulièrement important. L'amélioration des conditions de travail et des rémunérations s'avère indispensable si l'on souhaite retenir les personnels en poste et attirer de jeunes travailleurs dans ce secteur. Dans le cadre de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011, la formalisation des emplois constitue une priorité absolue pour améliorer les conditions de travail des jeunes travailleuses et travailleurs domestiques, qui doivent être protégés par la législation sur le travail et la sécurité sociale, et pouvoir accéder à la protection sociale de la même manière que les autres travailleurs.

**La réponse apportée à la crise a révélé diverses lacunes en ce qui concerne les besoins spécifiques des jeunes, et en particulier des jeunes vulnérables, tels que les primo-arrivants sur le marché de l'emploi, les jeunes en situation d'échec scolaire, les jeunes diplômés peu qualifiés et les nombreux inactifs contre leur gré.** Ce dont les jeunes ont le plus besoin lorsqu'ils font partie de la population active, c'est d'un marché du travail qui fonctionne correctement, avec des opportunités d'emploi décent. Et, lorsqu'ils n'ont pas encore intégré la population active, il est essentiel de leur fournir une éducation et une formation de qualité. Par ailleurs, des mesures politiques ciblées sont nécessaires pour lutter contre les inégalités et ne laisser personne de côté. Les politiques et programmes afférents au marché du travail et les systèmes de protection sociale devraient agir au-delà du seul marché du travail, et être complétés par de solides institutions d'enseignement et de soin. Dans de nombreux pays, il convient de renforcer les systèmes de protection sociale et de s'attaquer au problème de leur couverture fragmentée afin d'améliorer la résilience des jeunes dans une époque de transformations à grande échelle du contexte économique et du marché du travail.

**À l'heure où la réponse politique passe de l'aide d'urgence à un soutien de la reprise à même de jeter les bases d'une économie plus durable, plus inclusive et plus résiliente, les lacunes dont souffre la protection des jeunes doivent être corrigées.** Cela s'avère indispensable si l'on veut éviter des stigmates économiques et sociaux plus profonds, et promouvoir un meilleur avenir du travail pour tous. Afin d'éviter de transformer une crise de l'emploi en crise sociale, il convient de placer au cœur des politiques de reprise économique les problèmes liés au chômage, à l'inactivité et à la précarité des jeunes. Le renforcement de la coopération internationale est tout aussi important pour faire face aux contraintes budgétaires et financières auxquelles sont confrontés les pays en développement, où vivent la majorité des jeunes. Les pays en développement devront hiérarchiser leurs dépenses, mobiliser des ressources nationales pour renforcer leurs systèmes de protection sociale, et mener des réformes visant à améliorer l'intermédiation financière et l'environnement des affaires afin que leurs petites entreprises puissent se développer. Des investissements considérables doivent être réalisés dans la transition écologique et dans l'adaptation au changement climatique par le biais d'efforts visant à déployer, adapter et généraliser les technologies pertinentes.

**Lors de la conception et de la mise en œuvre de politiques volontaristes relatives au marché du travail et au développement des compétences pour aider les travailleurs à s'orienter vers de nouvelles professions et de nouveaux emplois, il est important de veiller à ce que les jeunes s'impliquent activement et que leurs besoins soient pris en compte.** La transition écologique et numérique doit se fonder sur une approche élargie de la culture numérique, couplée à la promotion de l'acquisition par les jeunes de compétences techniques appropriées afin qu'ils puissent tirer pleinement profit des nouvelles opportunités créées. Les efforts visant à construire un avenir plus durable exigent une participation active et une contribution significative des jeunes.

## ► Structure du rapport

---

*Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2022: investir dans la transformation de l'avenir des jeunes* propose une mise à jour des principaux indicateurs et tendances du marché du travail des jeunes, et porte une attention toute particulière aux impacts de la crise du COVID-19 et à la façon dont des investissements ciblés et soutenus dans l'écologie, le numérique, la création et le soin peuvent contribuer à une reprise centrée sur l'humain et à l'amélioration du marché du travail des jeunes.

La première partie du rapport, à savoir le chapitre 1, s'intéresse aux marchés du travail des jeunes aux niveaux mondial et régional. On y retrouvera des analyses détaillées de l'emploi des jeunes et des taux d'activité, d'emploi, de NEET et de chômage. Ce chapitre aborde également les perturbations dont ont souffert l'enseignement et la formation en raison du COVID-19, ainsi que les transformations en cours dans la répartition sectorielle de l'emploi. La deuxième partie du rapport porte quant à elle sur la capacité des économies vertes, bleues, numériques, créatives et du soin à fournir des emplois décents aux jeunes. Le chapitre 2 analyse de quelle manière une transition vers des économies vertes et bleues peut aider à créer des emplois décents et productifs pour les jeunes tout en contribuant à la durabilité environnementale. Le chapitre 3 explore la capacité des secteurs numériques et créatifs à créer des emplois de qualité pour les jeunes dans un contexte de digitalisation croissante de l'économie et de la société, tout en identifiant les différents défis devant être surmontés par les décideurs politiques pour s'assurer que ces emplois répondent aux critères du travail décent et que les inégalités existantes ne s'en trouvent pas amplifiées. Le chapitre 4 examine la manière dont le secteur des soins et services à la personne, en sa qualité d'employeur majeur des jeunes, a été affecté par la crise, et dans quelle mesure il pourrait constituer la pièce maîtresse d'une reprise riche en emplois et adaptée aux besoins des jeunes, tout en portant une attention particulière à l'éducation, à la santé, au travail social et au travail domestique. Pour conclure, le chapitre 5 passe en revue les réponses politiques à la crise et la manière dont elles ont bénéficié aux jeunes, avant de proposer un certain nombre de recommandations aux décideurs politiques en vue d'une reprise et d'un avenir du travail qui puissent réellement profiter aux jeunes.

